Conférence de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la Conférence de Genève II sur la Syrie, à Montreux le 22 janvier 2014.

2014-01-22

Mesdames et Messieurs,

La première journée de cette conférence de Genève s'achemine vers sa fin et je pense qu'il est possible d'en tirer quelques leçons.

L'objet de cette conférence de Genève, comme indiqué dans la lettre d'invitation du Secrétaire général des Nations unies, est de construire par consentement mutuel entre les parties un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs.

Tous les intervenants se sont inscrits dans cette perspective, à l'exception, il faut le noter, du représentant de M. Bachar Al-Assad, qui s'est livré lui à des élucubrations à la fois longues et agressives, contrastant d'ailleurs singulièrement avec la position responsable et démocratique du président de la Coalition nationale syrienne.

La France, par ma voix, a plaidé pour la paix. La paix par la constitution de ce gouvernement de transition, la paix par un cessez le feu immédiat et des mesures humanitaires.

La position que nous avons prise est juste et elle sera donc maintenue.

À l'issue de cette journée, la question sera certainement posée : que faut-il penser ? Y a-t-il un espoir ? L'espoir existe mais il est fragile. Nous devons donc continuer car, tout le monde ou presque l'a répété, la solution à l'épouvantable conflit syrien est politique et elle exige donc la poursuite des discussions.

Telle sera la position de la France.

Q - (inaudible)

R - Non, vous ne devez pas tirer cela de mes propos. La réunion de la conférence elle-même était déjà très difficile à obtenir. D'abord parce qu'il s'agit d'un conflit très long, très dur. Ensuite parce que depuis la conférence de Genève I, un très long délai s'est écoulé, ce qui montrait la difficulté de cette réunion, mais aussi parce que les positions sont très

antagonistes. Mais le fait que la conférence se tienne, il faut saluer le Secrétaire général des Nations unies, le fait que la conférence se tienne est un signe positif.

Alors évidemment, quand on entend l'envoyé de M. Bachar Al-Assad, dont le ton était radicalement différent, vous l'avez probablement entendu, de tous les autres, on se dit que ce sera difficile. Mais il n'y a pas d'autre solution que politique. Et donc la position de la France, et de beaucoup d'autres avec nous, est d'être aux côtés de la poursuite des discussions.

Q - (inaudible)

R - Merci. Si je comprends votre question, la solution est évidemment politique. Disant cela, je reflète le point de vue de presque tous mes collègues. Nous considérons qu'il ne faut pas rechercher la solution par des moyens militaires, qui signifieraient l'élimination des uns ou des autres, mais par des moyens politiques. Et des moyens politiques, ça veut dire la discussion et donc la négociation.

Maintenant, en ce qui concerne le terrorisme, je crois que certains, et je ne vise pas du tout Serguei Lavrov, mais certains ont joué dangereusement sur les mots.

Qu'est-ce qu'il s'est passé ? Au moment où la conférence de Genève I s'est tenue, j'y étais, c'est même moi qui tenait la plume, il n'y avait pas de terroristes en Syrie. Il y avait d'un côté le gouvernement de M. Bachar Al-Assad, qui était dans une position très fragile, et de l'autre la population. Et puis l'occasion malheureusement n'a pas été saisie, alors que la France poussait dans ce sens, et nous sommes plusieurs mois plus tard, et maintenant il y a effectivement d'un côté M. Bachar Al-Assad et son régime de mort, de l'autre des terroristes qu'il faut combattre, et au milieu, si je puis dire, l'opposition modérée que nous soutenons.

Alors certains font une présentation erronée en disant : «Tous ceux qui sont contre Bachar Al-Assad sont des terroristes» mais c'est faux, et mon collègue turc a dit avec beaucoup de force : «Est-ce que les millions d'enfants ou de femmes qui ont été expulsés sont des terroristes ? Non. Est-ce que tous ceux qui combattent le régime sont des terroristes ? Non».

Et j'irai même plus loin. Je crois qu'il y a une alliance objective entre M. Bachar Al-Assad et les terroristes. Une alliance objective, pourquoi ? C'est le revers et l'avers d'une même médaille.

Quel est l'argument de M. Bachar Al-Assad? Il dit «Moi, j'ai peut-être des défauts, quoique dans la bouche de son représentant il n'est responsable de rien, mais vous devez me soutenir parce que sinon ce seront les extrémistes, les terroristes». Les terroristes, les extrémistes disent «Si vous êtes contre Bachar Al-Assad, il faut nous soutenir». La réalité, c'est qu'il ne faut soutenir ni les uns, ni les autres. Il faut soutenir ceux qui sont raisonnables, ceux qui sont démocratiques, ceux qui veulent une Syrie libre, qui assurent le respect des

droits de la personne et le respect des communautés et une Syrie unie. Ceux-là se retrouvent, malgré les difficultés, autour de ce que nous appelons l'opposition modérée, la Coalition nationale syrienne.

Et donc il faut faire cette analyse fine, combattre les vrais terroristes, ne pas accepter le régime de M. Bachar Al-Assad mais soutenir donc ceux qui veulent une solution qui soit un gouvernement de transition.

Q - Est-ce que dans ce contexte de dialogue de sourds, la réunion de vendredi va avoir lieu et est-ce qu'elle a un sens ?

R - Dialogue de sourds ? Non. Tout le monde entendait sauf une délégation. Ce n'est pas parce qu'une délégation était à la fois sourde et aveugle que les autres, qui représentent l'ensemble de la communauté internationale, ont été atteintes de la même surdité et du même aveuglement. C'est vrai que c'était impressionnant, le contraste entre d'un côté, et quelle que soit la diversité des points de vue des collègues qui ont à la fois respecté l'ordre du jour, respecté leur temps de parole, respecté une approche démocratique, et un représentant, une délégation, qui s'estimait en dehors de toute responsabilité et qui procédait à ce que j'ai appelé des élucubrations, ce qui n'est pas un compliment dans ma bouche, avec deux caractéristiques supplémentaires : c'est qu'elles étaient agressives et qu'elles étaient longues. Et donc je souhaite que la surdité et l'aveuglement ne soient pas communicatifs.

Pour le reste, la situation est très difficile. Personne ne pouvait s'attendre à ce que la séance de ce matin et de cet après-midi soient un lit de roses et donc nous devons, malgré tout et malgré les pièges qui sont tendus, continuer, nous qui sommes pour la paix, pour une solution politique, à plaider dans ce sens.

Par ailleurs, j'ai eu l'occasion de rencontrer plus particulièrement un certain nombre de mes collègues : mon collègue chinois, mon collègue algérien, mon collègue indien, j'ai aussi rencontré la mission des femmes syriennes, qui s'implique avec beaucoup de courage dans la solution de ce conflit, et c'est tout cela, quelle que soit la diversité de leurs positions, j'entends une demande de solution pacifique et politique. C'est aussi la position de la France

Merci beaucoup.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 27 janvier 2014

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/190197-conference-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrange